

# L'impact économique du secteur financier suisse

Étude mandaté par l'Association suisse des banquiers (ASB) et l'Association Suisse d'Assurances (ASA)

Sommaire de gestion

octobre 2016



**Éditeur**

BAK Basel Economics AG

**Copyright**

Copyright © 2016 by BAK Basel Economics AG

Tous droits réservés

## Sommaire de gestion

### L'intermédiation financière, une fonction infrastructurelle importante pour l'économie suisse

Une économie moderne est difficilement imaginable sans secteur financier, prérequis essentiel au fonctionnement efficace et efficient des activités économiques. En vertu de leur fonction d'intermédiaire, les banques et les assurances conditionnent l'existence même de nombreuses activités, par exemple, en finançant les investissements ou en assurant les risques. C'est ainsi que les banques ont octroyé en 2015 à l'économie suisse des crédits d'un montant égal à deux fois le produit intérieur brut (PIB). Les assurances vie privées ont géré des rentes et des sommes assurées également équivalentes au double du PIB. Les banques et les assurances assument ainsi un important rôle de catalyseur pour le reste de l'économie et pour la population, et consolident la rentabilité de l'ensemble de l'économie. De plus, les intermédiaires financiers assument des fonctions dont une économie moderne ne saurait guère se passer. C'est le cas par exemple du traitement du trafic des paiements ou de l'accumulation de capital.

### Le secteur financier, pilier de l'économie suisse ...

Outre sa fonction infrastructurelle, le secteur financier contribue en soi largement aux performances économiques de la Suisse et à la prospérité du pays. En 2015, les entreprises du secteur financier ont généré quelque 60 milliards de CHF, soit un franc sur dix. Ce sont les banques (y compris les services financiers proches des banques) qui ont le plus contribué au résultat, avec quelque 32,0 milliards de CHF de valeur ajoutée, bien que la valeur ajoutée brute réelle des banques ait reculé (-0,9%) dans le contexte difficile de l'exercice 2015. Ont suivi les assurances (y compris les services financiers proches des assurances), avec 27,9 milliards de CHF. Pour ce faire, le secteur financier a représenté quelque 220 000 emplois (équivalents plein temps), soit près de 6 % des postes en Suisse.

La place financière suisse est très centrée sur la gestion de patrimoine. La banque privée classique jouit dans notre pays d'une importance particulière. Malgré quelques aléas, la Suisse a pu maintenir sa position de leader mondial de la gestion transfrontalière de patrimoine pour les clients particuliers. Les branches des assurances très investies dans la gestion de patrimoine, telles les assurances vie et les caisses de pensions, représentent elles aussi une part importante du secteur financier. La réassurance constitue un autre aspect exceptionnellement concentré et efficace du secteur financier suisse en comparaison internationale.

### ... dont bénéficient également des entreprises d'autres secteurs

Du fait de l'interdépendance économique, les entreprises suisses d'autres secteurs profitent elles aussi considérablement du succès des banques, des assurances et des autres entreprises de services financiers. D'une part, la demande en matière de prestations préalables d'autres secteurs suscite des effets indirects sur la valeur ajoutée. Il s'agit par exemple de cabinets de conseil, de sociétés fintech, de sociétés de services informatiques ou de cabinets d'audit et de révision. D'autre part, les revenus salariés des employés profitent également aux autres branches de l'économie suisse par le levier de la consommation privée.

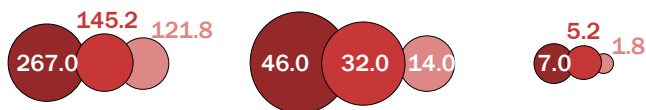
Une analyse fondée sur des modèles pour évaluer l'impact macroéconomique montre qu'en 2015, l'activité économique du secteur financier a entraîné une valeur ajoutée totale de 80,3 milliards de CHF. Outre les 59,9 milliards de CHF de valeur ajoutée directe (part dans la valeur ajoutée brute de l'ensemble de la Suisse: 9,6%), le secteur financier génère en plus 20,4 milliards de CHF de valeur ajoutée dans d'autres secteurs. Au cumul, cela équivaut à environ 12,9 % de la valeur ajoutée brute de l'ensemble de l'économie, ainsi qu'à quelque 10,0 % de tous les emplois en Suisse (400 000 équivalents plein temps).

La Confédération, les cantons et les communes en profitent sous la forme de rentrées fiscales substantielles. En 2015, les recettes fiscales provenant des impôts directs sur les sociétés, des impôts sur les revenus, de la TVA sur les services financiers ainsi que des taxes sur les transactions financières (solde de l'impôt anticipé, droits de timbre) sont estimées à 19,8 milliards de CHF, soit 14,6 % des recettes fiscales totales de la Confédération, des cantons et des communes, ou 90% des dépenses totales de la Confédération pour la prévoyance sociale (22,0 milliards de CHF).

### Importance économique et fiscale du secteur financier en 2015

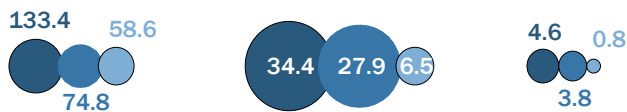
#### Banques \*

- Effet global
- Effet direct
- Effet dans les autres secteurs



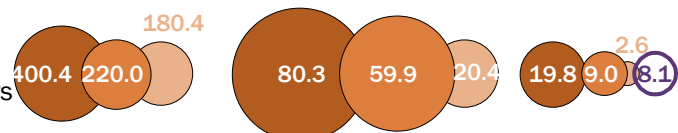
#### Assurances\*\*

- Effet global
- Effet direct
- Effet dans les autres secteurs



#### Secteur financier

- Effet global
- Effet direct
- Effet dans les autres secteurs
- Taxation marché financier



Équiv. plein temps  
en 1000 pers.

Valeur ajoutée brute  
in CHF billion

Impôts  
en milliards de CHF

Écarts d'arrondis possibles.

\*Banques y compris les services proches des banques

\*\*Assurances y compris les services proches des assurances

Source: BAKBASEL

### Un important moteur de croissance des 20 dernières années

En matière de croissance également, le secteur financier a été l'un des secteurs les plus importants de l'économie suisse au cours des 20 dernières années, même si les deux crises financières du nouveau millénaire – l'éclatement de la bulle Internet (2000-2002) et la crise financière et de la dette (à partir de 2008) – ont nettement freiné son développement. Ces 20 dernières années, le secteur financier a contribué pour un bon sixième à la croissance de l'ensemble de l'économie. Seuls le commerce (de gros et de détail) et le secteur public l'ont surclassé comme moteur de croissance.

## Des perspectives intactes pour les dix prochaines années

Avec la crise financière et la crise de la dette, l'environnement de marché s'est dégradé dans le secteur. La concurrence accrue, la numérisation et les nouvelles réglementations accélèrent sa mutation structurelle. Etant donné que le franc fait office de valeur refuge stable, la demande ne cesse d'augmenter en ces temps troublés. Il en résulte une pression à la hausse sur le cours du franc. Conséquence du franc fort, les banques sont touchées par des pertes de change sur les valeurs en dépôt en devises dans l'important secteur de la gestion de fortune transfrontalière, ce qui a impacté négativement les produits des commissions. Les revenus en devises tirés des opérations internationales doivent être souvent mis en regard de dépenses en francs. Dans les volumes de crédits, on continue à observer une croissance stable, qui s'est néanmoins ralentie en 2015 et au premier semestre 2016. La pression exercée sur les marges d'intérêts devrait probablement se maintenir dans un premier temps. D'une manière générale, la valeur ajoutée des banques devrait à court terme connaître une croissance plus faible que celle de l'économie dans son ensemble. À moyen ou long terme, on peut supposer que les avancées en termes de numérisation et l'industrialisation du secteur bancaire entraîneront des gains de productivité et un plus grand succès commercial. De plus, une dynamique de croissance viendra de la croissance de l'économie en général et de la hausse de la fortune privée.

Les assureurs aussi sont actuellement touchés par le contexte économique difficile. Face à un environnement de taux bas, il est compliqué de trouver des possibilités de placements rentables sans prendre des risques excessifs. Les intérêts négatifs représentent également un facteur de coûts supplémentaire pour les assurances. Le coup de frein asséné à la croissance économique ne permet guère d'augmentation à court terme des salaires assurés et des paiements de primes qui y sont liés. Certes, les incertitudes pesant sur l'évolution de la prévoyance publique viennent renforcer les besoins en prévoyance privée, mais l'attractivité des assurances vie souffre de la faiblesse des intérêts. Dans le secteur de la réassurance en général, la concurrence accrue tire les prix vers le bas. En outre, bon nombre d'assureurs directs sont actuellement bien capitalisés et réduisent leur demande en matière de couverture de réassurance. Les réassureurs profitent toutefois de l'évolution des marchés de l'assurance dans les pays émergents. Les assurances aussi ont encore un retard à rattraper en matière de numérisation de procédures, qui devrait se traduire à moyen terme par des gains de productivité et offrir ainsi de nouvelles opportunités de croissance au secteur. Dans l'ensemble, les assurances devraient connaître à moyen et long terme une progression légèrement plus forte que l'ensemble de l'économie.

Ce sont probablement les autres services financiers qui afficheront la plus forte croissance au sein du secteur financier. Ils comprennent les prestataires proches des banques, tels que les négociants en valeurs mobilières et les gestionnaires de patrimoine indépendants, et les prestataires proches des assurances, tels que les courtiers en assurances. L'environnement actuel de taux bas et la hausse persistante des marchés boursiers renforcent la demande en faveur des prestations de cette branche. Les perspectives positives associées aux autres services financiers s'expliquent également par la numérisation croissante des banques et des assurances, les progrès dans la standardisation des processus métier et les mouvements d'externalisation qui y sont liés.

Le potentiel de croissance à long terme de la valeur ajoutée du secteur financier dans son ensemble s'établit en moyenne à 2,1 % par an pour les dix années à venir. Ainsi, le secteur financier progresse plus fortement que l'ensemble de l'économie.

**BAKBASEL** est un institut indépendant de recherche économique.  
Depuis 36 ans, il conjugue l'analyse empirique scientifiquement fondée  
et sa mise en œuvre pratique

[www.bakbasel.com](http://www.bakbasel.com)